

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Amerique-Latine-se-demande-Donald-ou-Hillary-Hillary-ou-Donald>

Article écrit le 22 juillet 2016

L'Amérique Latine se demande : Donald ou Hillary, Hillary ou Donald ?

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 10 novembre 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ces derniers temps, à la suite de la nomination de Donald Trump comme candidat du Parti Républicain, plusieurs médias m'ont demandé qui serait plus convenable pour l'Amérique latine, lui ou Hilary Clinton. Ma réponse fut : aucun des deux, parce que importe ce n'est pas tant les personnes que l'alliance sociale qu'ils représentent. Et cette alliance est la « bourgeoisie impériale » ou le « complexe militaro-industriel-financier », à qui les deux répondent, bien qu'ayant leurs caractéristiques propres. C'est pourquoi je crois que la question est mal formulée.

Aucun président des États-Unis ne s'est écarté, depuis George Washington jusqu'ici, des prémisses qui guident les relations entre hémisphères et qui condamnent à nos pays à la condition de satellites inertes du centre impérial :

- ▶ **(a)** maintenir l'Amérique Latine et les Caraïbes comme l'« arrière cour » des États-Unis qui n'admettent pas la moindre intervention de puissances tierces (Doctrine Monroe en 1823) ;
- ▶ **(b)** promouvoir la séparation et la discorde entre les pays de la région et s'opposer avec une totale intransigeance à tout processus d'intégration ou d'unification. C'est pourquoi, Washington sabote l'Unasur, la Celac, aussi le Mercosur, et ne parlons même pas de l'Alba-TCP, de Petrocaribe, de Banco del Sur, ni de Telesur. Cette politique remonte aux temps du Congrès Amphictyonique [\[1\]](#) du Panama en 1826 et cela continue jusqu'à aujourd'hui ;
- ▶ **(c)** le tristement célèbre « corollaire de (Theodore) Roosevelt », de 1904, selon lequel les États-Unis d'Amérique s'arrogent le droit d'intervenir dans tous les pays de la région quand leurs gouvernements s'avèrent « *incapables de maintenir l'ordre à l'intérieur de leurs frontières et ils ne se comportent pas avec une juste considération s'agissant de leurs obligations envers l'étranger* ». Et plus loin il continue en disant que « *il est toujours possible que les actions offensantes envers cette nation (les États-Unis d'Amérique) ou envers les citoyens de cette nation (euphémisme pour des entreprises étasuniennes) de différents États incapables de maintenir l'ordre au sein de leur peuple, incapable d'assurer la justice envers les étrangers qui les traitent bien, puissent nous mener à adopter des actions pour protéger nos droits ; mais de telles actions ne seraient pas adoptées en vue d'une agression territoriale et elles seraient seulement adoptées avec une extrême aversion et quand il s'avèrera évident que tout autre recours a été épuisé* ».

Fidèles à ces prémisses, cela n'a pas de sens de se demander qui de Trump ou Clinton seraient le plus convenable pour l'Amérique Latine. Peut-être nous pourrions spéculer sur qui serait le moins mauvais. Dans tel cas je crois qu'entre ces deux mauvaises personnes, immorales et corrompues, peut-être la moins nuisible pourrait être Hillary, mais pas plus que cela. Elle et Trump représentent, avec de légères nuances, la même chose : la dictature « légale » du grand capital aux États-Unis. Trump est plus imprévisible, et cela ne serait pas nécessairement mauvais. Même il pourrait accidentellement se détacher du « *complexe militaire-industriel-financier* », mais son collègue de formule - un chrétien évangélique d'extrême-droite - est un troglodyte imprésentable. Hillary est très prévisible, mais son palmarès comme secrétaire de l'État de l'administration Obama est terrible. Rappelez-vous, entre beaucoup d'autres choses, l'éclat de rire avec lequel elle a reçu la nouvelle du lynchage de Muammar Khadafi, geste moralement immonde, s'il en existe. Comment la sénatrice s'est affirmée comme une eff lobbyiste affichée de *Wall Street*, du complexe militaro-industriel et d'Israël.

L'Amérique Latine ne peut attendre rien de bon d'aucun gouvernement des États-Unis d'Amérique, comme l'histoire l'a démontré au long de plus de deux siècles. Il peut, accidentellement, apparaître, un président qui peut ponctuellement marginalement générer des situations favorables pour nos pays, comme c'était le cas de James

Carter et sa politique de droits de l'homme, conçue pour harceler l'Union Soviétique et l'Iran mais, qui indirectement a servi à affaiblir les dictatures génocidaires des années soixante-dix en Amérique Latine. Mais rien de plus que cela.

Nous avons à forger l'unité de nos peuples, comme Artigas, Bolivar et Saint Martin le voulaient à l'aube des luttes pour notre indépendance. Nous n'avons rien de bon à attendre des occupants de la Maison Blanche quelle soit la couleur de leur peau ou leur provenance partisane.

Atilio A. Boron pour [Página 12](#)

[Página 12](#), Buenos Aires, le 10 novembre 2016

* **Atilio A. Boron** est politologue et sociologue argentin, docteur en Sciences Politiques de l'Université de Harvard. Directeur du PLED, Centro Cultural de la Cooperación Floreal Gorini. Son blog est : [Atilio A. Boron](#).

)]

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diáspora](#). Paris, 10 novembre 2016.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Assemblée qui, dans l'ancienne Grèce, réunissait autour d'un sanctuaire commun les habitants des environs. La plus célèbre amphictyonie a été celle de Delphes.)